



L@ lettre de la FMTS n° 6 (2013-1)

Extraits de l'exposé introductif au Conseil Exécutif d'Alger en septembre 2012

Dans ce début du XXI^e siècle, il est survenu des événements tellement marquants qu'ils provoquent des réflexions et remises en question soudaines. On peut citer les attentats du 11 septembre, la catastrophe de Fukushima au Japon ou les révoltes dans les pays arabes, sans parler des tsunamis ou cyclones dits « naturels » : ce sont ce que j'appellerai des éléments de discontinuité.

Mais il convient -pour une organisation comme la nôtre- de repérer des mouvements plus lents et plus larges reflétant des évolutions dans les consciences et dans les comportements qui concernent les dirigeants, les médias et aussi les populations.

Je privilégierai trois points parmi les plus essentiels à mes yeux :

- la sous-estimation du changement climatique provoqué par l'activité humaine ;
- la persistance et le développement de l'acceptation du recours à la guerre comme résolution d'un problème politique ;
- le développement de l'intolérance, de l'irrationnel, de l'obscurantisme y compris dans les pays qui se considèrent comme les plus développés.

Le premier point s'est manifesté notamment à Rio en Juin 2012, lors du 5^e Sommet de la Terre : les chefs d'État rassemblés n'ont pu signer qu'une déclaration faite de vœux pieux ; de recommandations aux États et à la prochaine assemblée générale mais exempte d'engagements contraignants ! Pis ! Sous couvert d'« économie verte », l'idée de donner une valeur marchande aux écosystèmes et aux processus naturels, c'est un immense nouveau marché qui est offert aux multinationales. Certains observateurs ont même parlé de « permis de saccager » à ce propos. A quelques kilomètres de là, le Forum Alternatif des Peuples était sympathique mais impuissant.

Second point : en différentes régions du monde on présente l'intervention militaire comme la solution, on développe même le concept du « devoir d'ingérence ». Nous ne savons que trop que la guerre ne règle rien. Les exemples ne manquent pas. Nous sommes particulièrement attentifs aux menaces de bombardement sur l'Iran proférées par le président israélien puisqu'il est question du nucléaire civil et militaire. A ce propos, je rappelle la position de la FMTS. Le Traité de non-prolifération (NPT- son acronyme anglais) ne saurait interdire à quelque pays que ce soit de créer une industrie nucléaire civile. Le fait que le gouvernement iranien mette des obstacles au contrôle exercé par l'AIEA doit être condamné. Mais il ne justifie pas d'intervention soit disant préventive. J'ajoute que d'autres pays, dans cette région violent le NPT.

Cette année, les lettres de la FMTS ont comme objectif de rendre compte des travaux du Conseil exécutif d'Alger en septembre 2012, des débats aux seins des groupes de travail préparant l'Assemblée générale de Moscou de septembre 2013 ainsi que de présenter des contributions aux thèmes abordés dans les séminaires adjoints à nos instances : en 2012, ce fut la recherche dans les pays en voie de développement, en 2013, ce sera la situation des jeunes chercheurs et des femmes chercheurs : emploi, statut, mobilité, drainage des cerveaux.

Pour consulter plus largement les textes :

www.fmts-wfsw.org

Pour nous contacter :

president@fmts-wfsw.org

Le secrétariat

Troisième point : comment ne pas être inquiets devant la montée des idées xénophobes et « sécuritaires », devant la mise en avant des religions dans leur acception intolérante et exclusive, devant leur utilisation pour parvenir et se maintenir au pouvoir, devant les résultats électoraux de l'extrême droite en Europe, des ultraconservateurs aux États-Unis, des partis religieux dans nombre de pays ?

Ces points révèlent l'égoïsme et l'inconséquence des puissants, le désarroi, le découragement et la colère mal ciblée des populations.

La réponse est éminemment économique et politique parce qu'à la source de ces errements résident la « bulle » financière, le règne du « roi dollar » et la recherche effrénée de taux de profits insensés qui s'accompagnent de crises financières puis économiques et sociales. Le désespoir, l'humiliation, l'ignorance, les croyances refuges, les aveuglements voulus ou imposés par l'environnement médiatique font se « tromper de colère » ou engendrent le découragement.

Des réponses, des résistances nombreuses et variées se

développent qui atténuent mon pessimisme. Aux actions puissantes du mouvement syndical, il faut ajouter et souligner l'irruption de la jeunesse qui crée des formes originales de lutte, interpellant les médias et utilisant tout le potentiel des nouvelles technologies.

Le rôle de la FMTS

D'autres types d'interventions plus ciblées, plus professionnelles sont possibles et nécessaires que doit emprunter une ONG comme la nôtre qui intervient là où le savoir, les sciences et les technologies sont impliqués. Il n'y a rien de fatal, l'humanité a su relever des défis terribles dans le passé. Tout est possible, même une société humaine multiculturelle, multicolore et pacifique.

Sans prétendre à l'exhaustivité, je risque quelques explications et pistes de corrections à mettre en œuvre.

Au premier chef l'Éducation ne remplit pas correctement son rôle, d'une part, parce que des millions d'enfants de par le monde en sont exclus et d'autre part, parce que la conception qui prévaut chez beaucoup de dirigeants économiques et politiques -et qui est mise en œuvre dans de nombreux pays depuis une génération- est celle d'une éducation limitée à une instruction technique chargée de former des individus au savoir-faire immédiatement

utilisable et non celle de formation d'hommes et de femmes pleinement citoyens.

En ce qui concerne la Science et les scientifiques je dirais que deux attitudes, contradictoires et également négatives sont très fréquentes, c'est d'une part, comme il y a un siècle la croyance en la science dépassant la politique et sauvant l'humanité et d'autre part, l'attitude inverse, la science et la technologie perçues comme des pollutions d'un ordre naturel sain.

Le «*scientisme*» et l'«*anti-science*» sont également erronés. C'est la science entendue comme des connaissances et une démarche critiques qui peut aider l'humanité à éloigner ses «*démons*» (superstition, intolérance, égoïsme, xénophobie) et relever les défis de ce XXI^e siècle, climatiques, énergétiques et alimentaires. Son élaboration, sa diffusion et son partage -quel joli mot qui signifie la justice et l'égalité dans l'accès- du savoir, doivent être au cœur de tout projet politique.

Enfin je considère que le statut social des éducateurs et des chercheurs qui s'est dégradé sensiblement ne favorise pas la diffusion dans la société des savoirs et des attitudes scientifiques.

Jean-Paul LAINÉ

Contribution à une déclaration de la FMTS sur la question énergétique

Quelques principes généraux

1.- la FMTS dénonce le refus des grandes puissances de s'engager réellement dans un processus international de réduction massive des émissions d'oxydes de carbone et soutient l'exigence d'une politique mondiale contraignante sur ce point. La sécurité des populations et la sauvegarde d'un environnement favorable au maintien et au développement des économies locales sur l'ensemble de la planète doivent être reconnues comme droits fondamentaux.

2.- La FMTS soutient l'exigence du droit à l'énergie et à l'indépendance énergétique de tout pays. Pour autant, le modèle énergétique des pays développés, inscrit dans un mode de production orienté prioritairement vers l'accumulation du capital, et non vers la satisfaction des besoins humains, ne saurait constituer un modèle unique. L'expérience des aléas et des impasses du développement de l'énergie thermique, puis nucléaire dans les pays riches doit être analysée et critiquée d'un point de vue historique, économique et social.

3.- Le développement des énergies renouvelables doit se déployer à une échelle permettant de répondre à ces exigences mais l'«*économie verte*» livrée au marché des «*innovations non polluantes*» et orientée vers le profit ne peut aller dans le sens d'un développement soutenable sur l'ensemble de la planète.

De grands programmes de recherche publique et d'expérimentation à l'échelle industrielle doivent être conduits sur l'ensemble des sources d'énergie alternatives et sur les conditions de leur exploitation dans l'intérêt général (éolien, solaire, hydraulique, marées, géothermie). De nouvelles voies doivent être ouvertes et développées (biomasse, charbon propre...). La collaboration scientifique et technique internationale, doit viser la transparence et l'échange des connaissances, dans un esprit de solidarité planétaire et de soutien aux pays économiquement faibles et rejeter la concurrence entre les nations et la défense des intérêts privés. Un contrôle public intégrant scientifiques, juristes, syndicats et associations, en lien avec des instances internationales (UNESCO, OMS, OIT) doit présider à la mise en œuvre et au déroulement de ces programmes et à la diffusion des connaissances.

4.- Des aides publiques doivent permettre de développer des programmes d'économies d'énergie (dans les transports, l'isolation des bâtiments publics et privés, les modes de chauffage alternatifs et collectifs).

Le marché de l'électricité doit être régulé publiquement et les tarifs à la consommation contrôlés dans l'intérêt des populations. La FMTS se prononce contre le principe de la libre concurrence dans la production et la vente d'électricité.

5.- La maîtrise de la dépense énergétique passe aussi par la maîtrise des choix de production et d'organisation du travail. L'utilité sociale des innovations technologiques, l'évolution des conditions de travail doivent être examinées en associant chercheurs, producteurs et utilisateurs. Un «*droit d'ingérence*» des travailleurs dans les modes et les objectifs de production permettrait de réduire la consommation énergétique et de revaloriser le travail humain en terme de conditions de travail, de santé au travail, de protection sociale solidaire fondée sur le travail, de reconnaissance des qualifications, et de redistribution de la valeur ajoutée.

Notre conception : un développement soutenable ne peut s'entendre que dans une double acception : sociale et environnementale. Il réside dans la juste reconnaissance du travail humain, dans la réponse aux besoins matériels, culturels et éducatifs de tous les peuples du monde en même temps que dans le respect des capacités de notre planète hôte.

Hélène CARTERON

L'autre partie de cet article paraîtra dans L@ Lettre n° 7

Pour contacter la Fédération

◆ Président Jean-Paul LAINÉ ◆ Vice-Président du Conseil Exécutif Frederico CARVALHO ◆ Secrétaire Général Jean-Pierre BAZIN
FMTS - WFSW - Case 408 - Montreuil Cedex - Tél. : (33) | 55 82 83 40 - Fax : (33) | 55 82 83 33
E-Mail : fmts@fmts-wfsw.org - Internet : www.fmts-wfsw.org